



La mondialisation et l'ère de l'information: introduction

ECAC
004(F)
ADF1-G5626
c.2



**Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique**



E/ECA/ADF/99/9

La Mondialisation et l'Ere de l'Information : Rôle de L'Initiative Africaine pour la Société de l'Information

file Septembre, 1999

Tables des Matières

1	INTRODUCTION.....	1
2	L'INITIATIVE AFRICAINE POUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION.....	2
2.1	La vision	2
2.2	Les thèmes.....	3
2.3	La mise en œuvre.....	3
2.4	Les acteurs	4
3	MISE EN ŒUVRE DE L'AISI	5
3.1	Bilan de trois années	5
3.1.1	La sensibilisation.....	6
3.1.2	Les stratégies nationales.....	6
3.1.3	La connectivité	6
3.1.4	Les applications sectorielles.....	8
3.1.5	Le développement de contenus	8
3.1.6	Le partenariat.....	9
3.2	Que reste-t-il à faire	10
3.3	Rôle du FDA dans le processus	10
4	LES ORIENTATIONS FUTURES.....	11
4.1	Les orientations thématiques.....	11
4.2	Le partenariat.....	13
4.3	Comment mesurer l'impact de AISI.....	15
5	CONCLUSION.....	15
6	RÉFÉRENCES.....	17

1. Introduction

Depuis un certain temps déjà, l'Afrique intensifie ses efforts pour faire face à ses problèmes de développement économiques et humains et relever les défis qui en découlent. La question est encore plus cruciale à la veille du 21ème siècle alors que la globalisation devient une réalité et que l'entrée dans la société de l'information semble changer les référentiels utilisés et introduire une accélération de la dimension temps.

Il est vrai qu'en ce qui concerne le Continent, beaucoup d'indicateurs sont à la hausse et que les tendances sont globalement suffisamment positives pour conforter un certain optimisme quant au futur de l'Afrique. Toutefois, il reste réellement beaucoup de chemin à parcourir pour gagner la bataille contre la pauvreté, l'analphabétisme, la santé précaire pour laquelle les perspectives empirent avec les ravages s'amplifiant de la pandémie du SIDA/VIH.

A la veille d'un nouveau millénaire, l'espoir est grand que l'Afrique pourra se désengluier du marasme et des crises qui ont si souvent été son lot depuis l'indépendance.

L'Afrique de demain commence à apparaître sous les traits d'un continent qui tient fièrement sa place aux côtés de ses partenaires commerciaux du reste du monde et qui connaît une croissance durable, d'un continent où, d'ici 30 ans, tous auront accès aux soins de santé, où l'enseignement sera universel, où la stabilité sera un droit de l'homme et où la pauvreté sous toutes ses formes aura été battue en brèche.

Cette vision d'une renaissance africaine n'est pas un mirage

K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif, Commission économique pour l'Afrique

La CEA et l'Afrique, Accélérer le développement d'un continent

Beaucoup a déjà été dit quant à la révolution informatique, à la société de l'information, ainsi qu'au rôle central et primordial des technologies de l'information et des communications dans le processus de développement de manière générale, et de l'opportunité sans précédent dans l'histoire qu'elles offrent à l'Afrique. Il n'est donc pas dans notre objectif de développer cet aspect des choses, notamment trois années après l'adoption de l'Initiative Africaine pour la Société de l'Information*, AISI. Nous sommes persuadés que la mise en place de stratégies nationales, sous-régionales et régionales pour une utilisation à bon escient des technologies de l'information et des communications représente une chance unique qui permettra à l'Afrique d'affronter le troisième millénaire avec la conviction que le retard accumulé au cours du 20ème siècle n'est pas une fatalité et que les atouts du Continent peuvent être mis à profit afin d'accélérer sa marche vers un avenir meilleur.

* Pour plus de commodité, l'abréviation anglaise AISI (African Information Society Initiative) sera utilisée dans le reste du texte.

2. L'Initiative Africaine pour la Société de l'Information

Adoptée il y a maintenant un peu plus de trois années par la conférence des Ministres chargés du plan et du développement économique*, l'Initiative Africaine pour la Société de l'Information se veut un cadre pour l'édification de l'infrastructure de l'information et de la communication en Afrique. La conception de l'AISI est le fruit du travail d'une année d'un groupe de travail de haut niveau mis en place en 1995 par la conférence des ministres†. Son adoption est la résultante d'un long processus de gestation dont les détails sont donnés en Annexe.

L'AISI‡, c'est, avant toute chose une vision globale, une certaine vision de l'Afrique, où il est donné au Continent sa place dans la dynamique mondiale.

L'AISI, c'est également un ensemble d'orientations thématiques selon lesquels doivent s'articuler les projets de construction de la société de l'information en Afrique.

L'AISI, c'est encore une volonté de mise en œuvre de cette vision, qui permet de dépasser le stade du simple discours pour proposer des plans d'actions concrets à considérer par tous les acteurs.

L'AISI, c'est enfin un partenariat, le plus large possible, qui s'est instauré entre ces acteurs et pour lequel il est attendu un renforcement substantiel, dans le proche avenir, afin de mener à bien les objectifs de l'Initiative.

«Pour accéder à la société de l'information, l'Afrique doit savoir ce qu'elle veut, et faire clairement connaître ses désirs. Si tel est le cas, si nous nous donnons un projet qui emporte l'adhésion, nos choix ont toutes les chances de se concrétiser. Si nous ne savons pas véritablement ce que nous voulons, nous demeurerons à jamais spectateurs des autoroutes de l'information, ou bien nous nous engagerons sur une voie qui ne correspond pas à nos besoins»

K.Y. Amoako, Extrait de «Information and Communications for Development», allocution liminaire prononcée devant le Luncheon Forum, Conference on the Information Society and Development, Midrand, Afrique du Sud, 14 mai 1996

2.1 La vision

Pour résumer l'idée motrice de la conception de l'AISI, on pourrait citer la phrase de l'Initiative, devenue désormais classique, qui veut que d'ici à l'an 2010, l'on crée en Afrique, une société de l'information pérenne où tout homme, toute femme, tout enfant, tout village, tout bureau dans le secteur public et privé, puisse accéder à l'information et au savoir grâce à des ordinateurs et des moyens de communication. L'objectif étant d'offrir à tout citoyen de l'Afrique la possibilité d'utiliser les services de communication et de traitement de données disponibles partout ailleurs, au même titre que tout autre citoyen du monde, tout en mettant l'accent sur ses besoins propres et les réalités de son environnement de vie.

* 22ème réunion de la Conférence des Ministres de la CEA. Mai 1996. Adoption de la Résolution 812 (xxx) : Mise en œuvre de l'Initiative Société de l'Information en Afrique (AISI)

† Résolution 795 (xxx) "Mise en place de l'Autoroute de l'information en Afrique" approuvée par la 21ème Conférence des Ministres de la CEA, chargés du plan et du développement économique

‡ plus d'informations sur AISI, ainsi que le texte intégral, peuvent être trouvés sur le site : <http://www.bellanet.org/partners/aisi>

Cette vision traduit une certaine idée du développement de l'Afrique, et encourage les pays du Continent à utiliser la révolution de l'information pour minimiser, voire rattraper, leur retard et ainsi être en mesure d'offrir à leurs citoyens les moyens d'aborder le siècle prochain avec optimisme.

2.2 Les thèmes

Les domaines sur lesquels les technologies de l'information et des communications ont un impact, effectif ou potentiel, ne se comptent plus et leur identification exhaustive serait un exercice hasardeux. En effet, face à la rapidité fulgurante de l'évolution des technologies multimédia et à l'apparition régulière de nouveaux services et de nouvelles applications, la seule limite à la création d'applications nouvelles qu'il pourrait y avoir est celle de l'imagination humaine.

Toutefois, vu son souci de présenter un cadre qui conduise réellement à des projets concrets, l'AISI propose un ensemble de domaines qu'il serait intéressant de considérer lors de l'élaboration de stratégies nationales, du fait de leur relation au processus de développement socio-économique de l'Afrique ainsi que des opportunités immédiates qu'ils présentent.

Parmi les thèmes jugés importants pour la mise en place de tels projets :

- ☐ Le commerce
- ☐ La santé
- ☐ L'éducation et la recherche
- ☐ La sécurité alimentaire
- ☐ Le tourisme
- ☐ La culture
- ☐ La gestion des crises, des conflits et des catastrophes naturelles
- ☐ L'emploi
- ☐ La dimension genre

2.3 La mise en œuvre

En accord avec ses partenaires, la CEA a décidé que la mise en œuvre de l'AISI devait se faire selon les sept axes suivants :

- ☐ La promotion d'actions de sensibilisation à l'apport pour l'Afrique de la société de l'information, afin de créer une culture solide dans le domaine des technologies de l'information et des communications et faire en sorte que décideurs et utilisateurs soient au fait de l'apport de la société de l'information et des bénéfices qu'ils peuvent en escompter.
- ☐ La formulation de plans et de politiques pour une infrastructure de l'information au niveau national qui soient intégrateurs, ambitieux dans leurs objectifs mais réalistes dans les étapes de leur mise en œuvre, en adéquation avec les chapitres premiers des agendas de développement nationaux, conçus pour offrir une vie meilleure à tous les citoyens.
- ☐ L'élargissement de la connectivité électronique, pour atteindre des niveaux d'accès et une qualité de service satisfaisants, en accord avec le principe d'accès universel.
- ☐ La mise en place de programmes de formation et de renforcement des capacités qui permettent de faire face aux nouveaux besoins en matière de profils engendrés par la nouvelle ère de l'information.

- ❑ La démocratisation de l'accès, pour toucher toutes les couches et composantes de nos sociétés et ne pas aggraver les inégalités sociales en créant de nouveaux laissés pour compte.
- ❑ L'identification d'applications sectorielles qui définiront les lignes directrices des politiques nationales et permettront la définition de priorités pour leur mise en œuvre.
- ❑ La promotion du développement de contenus informationnels qui soient en phase avec les besoins et les réalités des utilisateurs des pays africains et qui aboutiront à la consolidation d'une vraie société du savoir.

2.4 Les acteurs

Mandatée par sa conférence des Ministres de 1996, la Commission Economique pour l'Afrique agit en tant que secrétariat pour la mise en œuvre de l'AISI. Cependant, il est totalement exclu que la CEA soit le seul organisme à mettre en œuvre l'AISI, du fait non seulement de son rôle, mais aussi, de l'ampleur de la tâche, de sa complexité et de la multiplicité de la nature des activités concernées. Le rôle de la CEA est essentiellement intégrateur et facilitateur.

Dès sa conception, L'Initiative africaine pour la société de l'information avait identifié les groupes de partenaires suivants :

- ❑ les **gouvernements** sont au cœur du processus de mise en œuvre de l'AISI et ont un rôle de premier plan à jouer, qui comprend, sans s'y limiter:
 - l'élaboration d'une vision globale et intégratrice, au niveau national, une stratégie de mise en œuvre de la politique 'société de l'information', et la création d'un environnement favorable à la concrétisation de cette politique en actions et projets effectifs ;
 - la coordination avec les instances nationales homologues dans les pays africains, ainsi qu'avec des organismes régionaux et internationaux, de façon à assurer une meilleure intégration et davantage de coordination au niveau régional ;
 - le développement de cadres juridiques et réglementaires appropriés, en mettant notamment l'accent sur la résolution des facteurs qui sont de nature à contraindre l'introduction de nouvelles technologies, (comme les aspects tarifaires, la garantie de l'accès universel, non plus seulement aux services de téléphonie de base, mais à l'ensemble des services de communication multimédia, la prise en compte des besoins des communautés défavorisées ou souvent laissées pour compte dans le développement) ;
 - la mise en place de programmes de formation adaptés, pour garantir en particulier la formation d'une masse critique de spécialistes en technologies de l'information, à tous les niveaux - planificateurs, concepteurs, développeurs, techniciens, etc. ;
 - le développement idoine des infrastructures de communication et leur mise à jour conformément à l'évolution des technologies et surtout à celle des besoins des utilisateurs et la fourniture de passerelles permettant une connexion simple, rapide et peu coûteuse aux réseaux de télécommunication internationaux, et surtout dans leur propre sous-region ;
 - le **secteur privé** ; qu'il soit local ou basé hors du Continent, le secteur privé peut - et doit - intervenir de manière directe et effective dans la construction de la société de l'information en Afrique. Outre sa participation à la conception de stratégies nationales proches des réalités des marchés, l'apport du secteur peut aussi se manifester par la

stimulation de la croissance de ce secteur à travers un investissement réfléchi dans des domaines appropriés. Enfin, le secteur privé doit s'organiser afin de promouvoir le développement d'une industrie locale solide, basée sur l'information et le savoir.

- ❑ le rôle de la **société civile** et des **Organisations Non Gouvernementales** est de renforcer l'analyse des besoins en matière d'applications sectorielles, en apportant la dimension 'terrain' du fait de leur proximité quotidienne avec les utilisateurs réels auxquels s'adressent les services nouveaux à offrir. Elles se feront les porte-parole des diverses communautés d'utilisateurs et notamment celles qui n'ont pas accès en priorité aux ressources informationnelles et au savoir, comme les femmes, certaines parties de la jeunesse, les illettrés, les habitants des zones rurales, les handicapés, les réfugiés, etc.
- ❑ c'est en amont et en aval de la mise en œuvre de l'AISI que peuvent intervenir les représentants des **media**. En effet, d'un côté ils œuvreront à promouvoir l'initiative et l'importance d'une construction réfléchie et concertée de la société de l'information, en aidant à la sensibilisation des décideurs, à la vulgarisation de ses différents concepts auprès d'un public le plus large possible. D'un autre côté, ils seront au centre de toute action de diffusion des résultats de la mise en œuvre des stratégies nationales, des progrès réalisés dans la concrétisation des objectifs de l'AISI en projets réels ainsi que de leur impact sur le développement.
- ❑ au moment où la mondialisation devient une réalité, et que la plupart des stratégies sont à revoir dans un cadre plus global, rien n'est moins important que la contribution des **organisations régionales** dans la mise en œuvre de l'AISI. De telles organisations intervenir dans l'observation et la coordination des activités menées par les pays afin d'en assurer la plus grande comptabilité possible. Ceci bien sûr sans oublier la nature même des technologies de l'information et des communications qui ne peuvent être réalisées dans l'isolement et qui nécessitent harmonisation et normalisation.

3. Mise en œuvre de l'AISI

3.1 Bilan de trois années

Il serait légitime de s'interroger sur le pourquoi d'un bilan de l'AISI seulement trois années après son adoption, alors qu'en général de telles évaluations se font au bout d'une moyenne de cinq années. Du fait de la nature du domaine considéré, de la rapidité avec laquelle progressent les technologies de l'information et des communications, mais surtout des impératifs de développement auxquels fait face le continent africain ainsi que de la contrainte temps, il nous a semblé opportun, au bout de trois années de mise en œuvre de l'Initiative, d'en faire une première évaluation. Cette évaluation trouve également sa justification dans la volonté de la Commission Economique pour l'Afrique, notamment depuis la reformulation de ses objectifs et sa restructuration, de se doter des moyens adéquats qui lui permettront de mesurer l'impact de ses programmes et l'efficacité de leur implantation et de maintenir un dialogue suivi avec ses Etats Membres qu'elle encouragera à continuer à exprimer leurs besoins, dont elle recueillera les réactions sur les activités en cours et qu'elle invitera à faire des recommandations sur les activités à venir.

3.1.1 La sensibilisation

D'ores et déjà, un survol rapide des réalisations des pays africains en matière de technologies de l'information et des communications permet de constater que l'Afrique est en train de se doter des moyens nécessaires à son intégration dans la dynamique mondiale de l'information. En effet, nous sommes loin aujourd'hui de la situation alarmante, révélée en 1995 lors de Conférence régionale sur la télématique, avec seulement cinq pays connectés à l'Internet. Non seulement aujourd'hui la quasi-totalité des pays offrent à leurs citoyens un accès - plus ou moins sophistiqué - au réseau des réseaux, mais de nombreux projets, en cours ou annoncés, montrent que l'Afrique a bel et bien amorcé sa préparation à entrer dans la société de l'information.

Des ateliers et séminaires de formation et de sensibilisation ont été organisés, par la CEA elle-même, par ses partenaires ou en commun. D'abord destinés aux spécialistes des télécommunications ou de l'informatique, ils se sont par la suite ouverts à des participants d'autres disciplines. De la même façon, on a pu observer que l'intérêt venait de plus en plus des décideurs et non plus seulement des techniciens. Certains ateliers organisés à la fin de l'année 1998 ou en 1999 ont même été ouverts par des personnalités de très haut niveau. Ceci montre que la prise de conscience, au niveau des décideurs nationaux, est de plus en plus forte et qu'ils ont acquis la conviction que les technologies de l'information et des communications pouvaient avoir un réel impact sur le développement de leur pays.

3.1.2 Les stratégies nationales

Parmi les recommandations majeures de l'AISI figure l'élaboration de plans relatifs aux infrastructures nationales d'information et de communication (qu'il nous arrivera d'appeler par la suite les stratégies nationales ou plan INIC)[†]. Ces INIC sont au cœur du processus de mise en œuvre de la Société de l'Information en Afrique.

Beaucoup de pays, en particulier au cours de ces deux dernières années, ont commencé à s'organiser et sont à divers stades de progression dans l'élaboration de leur plan INIC[‡]. La responsabilité de la coordination des plans qui se profilent ou qui ont été adoptés, varie de pays en pays.

3.1.3 La connectivité

Elément vital de la société de l'information, la connectivité de base est l'un des défis les plus importants à relever pour un continent qui a moins de 1% des lignes téléphoniques disponibles dans le monde, pour 10% de la population du globe.

Depuis près d'une vingtaine d'années, ce sujet est au cœur de tous les débats en Afrique aussi bien au niveau des pays que des activités régionales (avec notamment les deux étapes du programme des Nations Unies relatif à la décennie des transports et des communications). Il le reste encore aujourd'hui dans le cadre des activités de l'AISI ou des projets régionaux tels que RASCOM, African Connection ou Africa One (qui connaissent des progressions et des évolutions à des rythmes plus ou moins rapides). Beaucoup d'efforts pour améliorer l'accès

* pour plus de détails, voir le document 'profils des pays africains : infrastructure nationale de l'information et de la communication

† se référer au document 'Mise en place de l'Infrastructure de l'information et de la communication en Afrique'

‡ se référer au document 'profils des pays africains : infrastructure nationale de l'information et de la communication'

physique aux services de communication sont aussi entrepris par les acteurs du développement international et les agences bilatérales de coopération. Ainsi, la plupart des projets qui ont été menés ces dernières années, à l'initiative par exemple du PNUD (réseau pour le développement durable, Initiative Internet pour l'Afrique), du CRDI (projet Acacia) de l'USAID (Initiative Leland), de l'UNESCO (Projet Rinaf), intègrent une dimension de connectivité notamment pour le raccordement au réseau Internet et ont largement contribué à faire progresser cet aspect des activités. Ceci, outre les projets de l'UIT, qui concernent aussi bien la téléphonie de base que les nouveaux services de communication et de transmission de données.

En outre, une première conférence régionale a été organisée sur le thème de «La connectivité globale pour l'Afrique». Cette dernière a rassemblé plus de 400 participants, dont plus de trente ministres et hauts responsables des Communications en Afrique, qui ont débattu de l'amélioration de l'accès aux réseaux nationaux, de la baisse des prix des communications internationales et de l'élargissement de l'accès à l'information.

La conférence, s'est tenue à Addis-Abeba du 2 au 4 juin 1998, sous le parrainage de la CEA ainsi que du Groupe de la Banque Mondiale, et avec l'appui de l'Union Internationale des Télécommunications, de la Banque Africaine de Développement et du gouvernement des Pays-Bas. Elle a également reçu l'appui du secteur privé, avec des contributions de WorldSpace Corporation, Siemens, Teledesic, RASCOM et Iridium.

Durant les trois journées couvertes par la conférence, les participants ont examiné un large éventail de projets de communications par câble et par satellite et, eu égard à la diversité croissante des technologies disponibles, ont demandé qu'il soit procédé à un examen systématique des politiques et des réglementations en vigueur dans le secteur pour permettre au continent de tirer pleinement parti de l'évolution de la situation. La nécessité de forger de solides partenariats dans la région a été re-confirmée.

Il a été recommandé de demander aux gouvernements d'examiner régulièrement les politiques et réglementations qu'ils appliquent dans ce secteur de manière à tirer le maximum de bénéfices des technologies qui peuvent être utilisées. En ce qui concerne le coût de l'accès, l'importance de l'adoption de réglementations pour s'assurer que les consommateurs profitent de la baisse du coût des communications internationales a été réaffirmée. En outre, et de l'avis de tous, il a été convenu que le secteur privé devrait s'impliquer plus clairement et davantage dans les projets de connectivité, et il faudrait donner la possibilité aux organismes locaux, y compris les établissements de micro-crédits des zones rurales, d'apporter leur contribution financière.

Il a été demandé aux ministres de prendre des mesures pour faire face au problème du bogue de l'an 2000. Suite à cette conférence, la CEA a présenté une note de synthèse sur le problème informatique de l'an 2000 à l'intention des décideurs africains. Cette note expose le problème et fournit des détails sur les principales difficultés qu'il posera en Afrique, suggère des solutions pratiques et décrit les meilleures pratiques qui peuvent être utilisées en Afrique. Elle donne aussi une longue liste des informations disponibles sur ce problème, sous forme électronique ou sur support papier.

3.1.4 Les applications sectorielles

Pour les pays où l'effort de sensibilisation a commencé à porter ses fruits, des projets ont été mis en place, avec une concentration certaine dans des secteurs comme la télé-médecine, le télé-enseignement, le commerce électronique que la plupart des pays s'accordent à juger prioritaires. D'autres initiatives voient le jour dans des domaines tels que le tourisme, la culture l'agriculture, etc.

Certains de ces projets sont menés sur l'initiative de gouvernements, d'autres de centres de recherche ou d'institutions académiques. Beaucoup sont encore au niveau de projets pilotes mais il est prévu, à plus ou moins long terme, de les développer davantage. La première partie de l'étude comparative de l'état d'avancement des différents pays africains en matière de technologies de l'information et des communications a permis de dresser une image des premières réalisations dans le cadre des applications sectorielles. Le choix des domaines dépend, en général, des grandes options retenues par les pays quant à leurs secteurs prioritaires.

3.1.5 Le développement de contenus

La société de l'information et du savoir tire toute son essence de la richesse des contenus informationnels qu'elle peut véhiculer et offrir à ses usagers. Plus il y aura de l'information mise à la disposition du plus grand nombre, plus cette information sera fiable et à jour, plus elle sera pertinente et correspondra à des besoins réels du citoyen africain, plus l'ère de l'information pourra s'épanouir et servir le développement.

La demande n'est pas la même dans toutes les sociétés ; ainsi, les pays industrialisés ont orienté beaucoup de leurs activités autour d'applications comme la vente par correspondance ou les services ludiques et de loisirs qui représentent déjà et une part importante des revenus générés par le commerce électronique. Ce n'est peut-être pas dans de telles activités que les gouvernements eux-mêmes sont en train d'investir en premier, mais c'est là qu'est attendu le plus grand essor des marchés des services numériques.

En Afrique, pour des raisons évidentes de priorités liées au développement du Continent, l'accès doit d'abord être mis sur les applications qui participent directement à la mise en œuvre de l'agenda des pays. Sans toutefois exclure les autres aspects, lorsque les opportunités se présentent. Dans ce cadre, et même si le développement de contenus ne se limite pas aux seuls systèmes d'information existant sur la toile, il est intéressant de mentionner qu'un premier aperçu du développement de sites web relatifs aux pays africains a été établi[†] afin d'amorcer une étude sur la nature des contenus informationnels existants. Son objectif est tout d'abord de collecter un maximum d'informations sur les sites web les plus intéressants développés en Afrique ou pour l'Afrique. Dans une première étape, la collecte a été faite par la CEA, afin de commencer. Mais il n'est ni dans les attributions de la Commission, ni permis par les ressources dont elle dispose, de poursuivre ce travail qui devrait être effectué ailleurs, sans doute en considérant une participation des universités et / ou du secteur privé africain.

Une fois qu'une masse exploitable d'information aura été collectée, pourra commencer la partie la plus substantielle de cet exercice : l'analyse de cette information et de son utilisation, qui

* se référer au document ' profils des pays africains : infrastructure nationale de l'information et de la communication'

[†] L'Afrique sur Internet : un guide annoté des sites web africains

permettra de mieux cerner le développement de contenus informationnels en Afrique. Pour cela, l'analyse s'attachera – sans s'y limiter - à répondre à des interrogations telles que :

- ❑ Quel type d'information est disponible sur les sites web africains
- ❑ Quelles autres informations serait-il nécessaire de fournir à un large public
- ❑ Qui est à l'initiative des développements de sites web, qui en est le producteur
- ❑ Quelle est la pertinence de l'information accessible
- ❑ L'information disponible couvre-t-elle tous les besoins / répond-elle à toutes les attentes
- ❑ Quelle est la facilité de l'accès à ces sites
- ❑ Etc...

Par la suite, il sera possible d'identifier les secteurs suffisamment couverts et ceux qui nécessitent plus d'efforts, et sur lesquels se concentreront les actions de sensibilisation et d'aide au développement. Ceci permettra, notamment à la CEA, de dépasser le stade où le message était juste d'encourager le développement des contenus, même basé sur des illustrations concrètes, à un stade où des recommandations plus spécifiques pourront être faites pour promouvoir le développement dans des domaines bien particuliers.

3.1.6 Le partenariat

- ❑ Le premier partenariat qui s'est organisé pour la mise en place est celui du réseau PICTA*. Le Partnership on ICTs in Africa permet d'échanger des informations sur le déroulement des projets de technologies de l'information et des communications réalisés sur le continent, et de coordonner les activités de l'AISI. Parmi les partenaires de l'AISI figurent des institutions multilatérales et bilatérales, des ONG, le secteur privé et des fondations. Les membres du PICTA, d'une part, échangent des informations sur les projets en cours et, d'autre part, formulent et exécutent un programme de travail commun et, ce faisant, créent des synergies et démultiplient l'impact des efforts déployés pour assurer l'exécution de l'AISI. Il faut souligner que le Partenariat est, de par sa nature, un processus plus qu'une organisation. PICTA a contribué à la réalisation de projets communs notamment au cours des deux dernières années. Toutefois, cette collaboration aurait pu être plus étendue et plus efficace si elle avait été plus systématique, or la plupart des activités conjointes se font sur une base ad-hoc. L'apport des membres de PICTA, au niveau des pays et de la mise en œuvre des INIC, se verrait très certainement renforcé si des mécanismes plus clairs, sans pour autant être rigides, étaient mis en place.
- ❑ De la même façon que les membres de PICTA œuvrent à la promotion des technologies de l'information et des communications en Afrique, les membres du réseau GKP† se sont donné pour but de renforcer leur coopération afin de contribuer à la diffusion du savoir mondial. Ce groupe s'est mis en place suite à la conférence sur le savoir mondial (GK97 Global Knowledge 97) organisée à Toronto, conjointement par la Banque Mondiale et le gouvernement du Canada, auxquels se sont associés plus d'une quinzaine d'organismes internationaux et régionaux. Le GKP est en train d'organiser ses travaux autour de trois thèmes principaux, qui sont : les infrastructures, qui ne se limite pas uniquement aux infrastructures physiques, la gouvernance et la démocratisation de l'accès par une plus grande participation à la société de l'information‡. Membre du GKP, la CEA y considère son rôle comme intégrant une mission de porte-parole des besoins et des intérêts de l'Afrique

* Partnership on ICT in Africa - pour plus d'information, voir <http://www.bellanet.org/partners/picta>

† Global Knowledge Partnership - pour plus d'information, voir <http://www.gkp.org>

‡ comme on le voit, ces thèmes sont très proches de ceux qui ont été retenus pour le premier FDA.

dans le concert mondial et se charge de garantir une position effective pour le Continent dans le cadre des discussions sur la mondialisation à l'ère de la société du savoir.

- Enfin, la CEA participe régulièrement aux réunions annuelles ISOC, et surtout à l'Atelier pour les Pays en Voie de Développement, pour davantage de coordination avec les responsables des chapitres nationaux africains. L'initiative de création d'Afrinic sera discutée lors du FDA99.

3.2 Que reste-t-il à faire

Bien que, comme on l'a vu dans le paragraphe précédent, des réalisations intéressantes aient été enregistrées en Afrique, il est indubitable que beaucoup reste encore à faire pour que la société de l'information devienne une réalité pour tous les citoyens du Continent. La construction de la société de l'information est en effet un processus complexe et long, pour lequel il n'existe pas de mode d'emploi préétabli. Pour preuve ce qui se passe dans les pays développés, qui ont débuté au début des années 90, où le sujet est plus que jamais d'actualité et où les planificateurs prévoient des activités qui vont porter sur les cinq à dix prochaines années en moyenne.

En ce qui concerne l'Afrique, du fait de l'étroite relation entre la construction de la société de l'information et vu que, malheureusement ce sujet est loin d'être épuisé, il est raisonnable de penser que les prochaines années devront être celles de la consolidation de fortes stratégies nationales. Ce paragraphe ainsi que ceux qui suivent ne se veulent pas une revue systématique et exhaustive de tous les domaines auxquels un intérêt particulier doit être porté. Ils représentent d'abord la vision de la Commission économique pour l'Afrique de ce devraient être les priorités, mais aussi et surtout le point de départ d'un dialogue avec les différents intervenants pour un meilleur ciblage des programmes et plans d'action nationaux et régionaux pour les années à venir. Comme il sera davantage développé dans le paragraphe destiné au Forum pour le Développement de l'Afrique, il ne s'agit pas de réécrire l'AISI, mais de définir, dans le cadre d'une concertation la plus large possible avec tous les acteurs concernés par les technologies de l'information et des communications, les nouvelles orientations qui guideront la mise en place de l'Initiative.

3.3 Rôle du FDA dans le processus

Le Forum pour le Développement de l'Afrique (FDA) est une nouvelle initiative de la Commission économique pour l'Afrique qui a pour objectif principal d'établir un dialogue entre tous les acteurs impliqués de près ou de loin, dans le développement du Continent, sur des sujets bien choisis, jugés prioritaires et stratégiques*. La première édition du FDA est consacrée au sujet : *'l'Afrique face aux défis de la mondialisation et de l'ère de l'information'*.

Le FDA doit pouvoir marquer une étape importante dans la mise en œuvre de l'AISI. Outre l'opportunité de renforcer le dialogue entre les divers acteurs concernés, le Forum doit permettre de :

- Elaborer – ou en affiner la rédaction, lorsqu'ils existent – des programmes d'actions nationaux basés sur diverses approches dans la conception de politiques et plans INIC et qui contiendront des propositions concrètes sur la manière d'aborder les questions du développement sectoriel, selon les priorités nationales. Ceci sera de nature à augmenter le

* pour plus d'informations, voir le site <http://www.un.org/depts/eca/adf>

nombre de pays africains qui auront mis en place une véritable stratégie nationale dans ce domaine. Ceci pourrait se traduire par des recommandations sur les orientations des développements à venir des INIC, la prise en compte des besoins sectoriels exprimés par les participants, la définition de mécanismes de mise en œuvre adaptés aux réalités locales et respectant les impératifs de la mondialisation.

- Consolider la synergie entre les différents acteurs, au niveau national et régional ainsi que dans le cadre de la coopération internationale, en réaffirmant la position de ceux qui sont déjà impliqués dans le processus et en définissant l'apport des nouveaux acteurs potentiels. Dans ce cadre, un intérêt particulier sera porté, par exemple :
 - au niveau national, aux attentes de groupes spécifiques d'utilisateurs, et notamment les femmes et les jeunes, après analyse des entraves qui aujourd'hui freinent leur pleine participation aux processus de prise de décision
 - aux suggestions de la diaspora africaine, à la manière dont elle peut être intégrée dans les mécanismes de concertation nationale, puis dans la réalisation des projets retenus
 - aux activités que le secteur privé pourrait développer pour conforter son rôle, augmenter les investissements dans les secteurs liés aux technologies de l'information et des communications et stimuler une industrie de l'information dans la région.
- Re-déclarer la volonté des partenaires de continuer à apporter leur support à la réalisation de projets liés à la mise en œuvre de la Société de l'Information en Afrique et de travailler de concert afin de garantir davantage d'efficacité à leurs programmes d'aide. Dans ce cadre, il serait judicieux d'émettre des propositions pour mieux faire connaître les besoins de l'Afrique et pour une meilleure diffusion des résultats obtenus du fait des programmes de développement. Des modalités d'implantation de ces différentes formes de partenariats, pour qu'elles soient les plus efficaces possibles, devront donc être suggérées.

Bien évidemment, tous ces points sont donnés à titre indicatif, pour illustrer la nature des attentes de la CEA. Les éléments qui nous semblent les plus importants à retenir sont que

- le FDA 99 se propose de débattre d'aspects stratégiques, tout en restant très concret dans ses propositions
- ses discussions puissent favoriser la contribution de toutes les parties prenantes, qu'elles soient déjà dans le système ou qu'il faille leur permettre de le rejoindre
- que les actions proposées puissent s'articuler autour de dimensions nationales, sous-régionales et régionales.

4. Les orientations futures

4.1 Les orientations thématiques

Pour une meilleure efficacité, il nous paraît crucial de concentrer les efforts sur un nombre limité de domaines, et donc de proposer des orientations thématiques précises pour le futur. Suite à une analyse de la situation de l'Afrique et de ses besoins, et après concertation avec un certain nombre d'experts dans ce domaine*, les quatre thèmes autour desquels la CEA suggère, pour les

* la concertation s'est faite de plusieurs manières, formelles ou pas. L'une des étapes en a été l'organisation d'une journée de réflexion sur les orientations thématiques, en collaboration avec le centre pour le développement international et la gestion des conflits, CIDCM, de l'Université du Maryland, aux Etats Unis.

trois prochaines années, d'axer les débats, qui sont aussi les quatre sous-thèmes retenus pour le Forum pour le Développement de l'Afrique, sont :

- ❑ **L'Afrique et l'économie de l'information.** Cet axe est fondamental dans l'optique d'un apport effectif des technologies de l'information et des communications au développement de l'Afrique. Toutefois, c'est celui qui a enregistré, à ce jour, le moins de réalisations tangibles dans le cadre de la mise en œuvre de l'AISI. Dans ce contexte, seront étudiées des questions comme :
 - Quel sera - voire même est déjà - l'impact de la société de l'information sur l'économie de nos pays.
 - Comment faire la transition vers une économie de l'immatériel
 - Comment créer une industrie de l'information et du savoir et quels en sont les éléments de base
 - Quels cadres mettre en place, au niveau national, sous-régional et régional, afin de stimuler la croissance de l'économie de l'information en Afrique. Ce thème devrait identifier les domaines économiques favorables à la création d'emplois en Afrique et considérer les prérequis nécessaires à une entrée réussie de l'Afrique dans l'économie de l'information. En outre, un intérêt particulier devra être porté au développement du commerce électronique. Enfin, les questions de l'impact social de l'économie de l'information, en amont et en aval, sont partie intégrante de cet axe.
- ❑ **Le renforcement de l'infrastructure de l'information.** Tout discours sur la société de l'information, que ce soit en Afrique ou ailleurs dans le monde, débute par une remarque prudente qui veut que le développement des infrastructures de base ne représente pas une finalité en soi. Ceci étant dit, il n'est demeure pas moins vrai que toute initiative restera vaine si les connexions physiques restent dans leur état actuel et qu'il persiste autant de difficultés à obtenir une ligne de communication comme c'est le cas dans beaucoup de pays. L'objectif de ce thème est de mettre l'accent sur les divers aspects du renforcement des infrastructures de communication. Il devra intégrer l'analyse de l'expérience de projets régionaux, voire continentaux tels que Rascom, Africa One ou encore l'initiative 'African Connection' et les faire mieux connaître aux participants du Forum, décideurs et planificateurs qui ne viennent pas tous du monde des communications. Pour une bonne progression de ce thème, les débats devraient s'articuler autour de sujets tels que le développement des communications rurales, l'utilisation des nouvelles technologies filaires et non filaires pour permettre une meilleure connectivité, la mise en place d'un environnement favorable de nature à en accélérer l'évolution, le développement des ressources humaines ainsi que d'un cadre institutionnel et réglementaire approprié.
- ❑ **Les technologies de l'information et des communications pour une meilleure gouvernance.** Le rôle des technologies de l'information et des communications en support de la gouvernance et en particulier pour une plus grande participation de la société civile dans le débat politique est indéniable. Pour la première fois, une réelle opportunité est offerte de faire entendre leur voix aux individus et aux populations vivant loin des centres de décisions. Les technologies de l'information et des communications permettent également aux gouvernements d'atteindre leurs citoyens même dans les régions les plus isolées des communications traditionnelles, de la même façon qu'ils le font pour ceux qui vivent dans les capitales et grandes villes du pays et qui sont facilement joignables. Les réflexions dans le cadre de ce thème s'intéresseront à la façon d'améliorer le dialogue entre les techniciens

* Voir plus loin

experts en technologies de l'information et les décideurs des gouvernements. Elles permettront d'identifier les applications prioritaires des technologies de l'information et des communications que les pays souhaitent mettre en œuvre dans le cadre de la gouvernance.

- **La démocratisation de l'accès à la Société de l'Information.** La dimension sociale est un aspect primordial dont il faut tenir compte lors des discussions sur l'entrée de l'Afrique dans la Société de l'Information. La pire des situations serait celle où l'émergence de la Société de l'Information s'accompagnerait de la création d'une élite de l'information et du savoir dans le Continent. En effet, l'un des plus grands avantages de ces technologies qui abolissent quasiment les facteurs espace et temps, réside dans leur capacité à atteindre ceux qui étaient oubliés jusque là des circuits d'information. De nombreux outils sont aujourd'hui disponibles, qui peuvent permettre la démocratisation de l'accès, tels que l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans des projets de télé-médecine, les télé-centres (ou centres communautaires) et la télé-formation. Une attention particulière devra être portée aux besoins des femmes et des jeunes, lorsque les utilisateurs seront identifiés. Ce thème s'intéressera de même à l'intégration des moyens de communications plus 'traditionnels', comme l'audiovisuel et la presse écrite pour la diffusion de l'information et de la connaissance avec pour souci majeur l'équité sociale.

4.2 Le partenariat

Comme il a été vu plus haut, certaines formes de partenariat ont déjà été mises en place, aussi bien sur le plan national, où les pays qui ont commencé à développer des INIC ont fait des efforts certains afin d'intégrer aux consultations nationales tous les acteurs locaux, qu'au niveau des agences internationales, bilatérales et régionales et des bailleurs de fonds. La question cruciale qui se pose à l'heure actuelle est de viabiliser ces partenariats et faire en sorte de les rendre systématiques. Il nous semble possible, pour les années à venir, de définir des modalités pour la coopération cadre de la Société de l'Information en Afrique, sans pour autant proposer de cadres rigides et contraignants qui risqueraient d'inquiéter les acteurs potentiels.

La seconde priorité serait de considérer de manière plus détaillée le rôle du secteur privé e la façon de le consolider. En effet, tout le monde s'accorde à reconnaître que le secteur privé devrait être plus moteur dans le cadre de la mise en œuvre de l'AISI. Ceci apparaît notamment dans les recommandations initiales de l'AISI ainsi que dans celles de la conférence sur la connectivité mondiale. Cependant, rien de vraiment très concret ne s'est produit et ces recommandations ne se sont pas traduites en réalisations tangibles. Là encore, l'accent devra être mis sur la définition de mécanismes qui aideront le secteur privé à bien cerner les besoins et à transformer les attentes en programmes d'action.

Outre les acteurs déjà décrits, il nous semble important de mentionner l'implication de deux grandes communautés dont le rôle est loin être négligeable et dont la contribution doit être davantage encouragée dans le futur. Des mécanismes doivent être imaginés afin que cette contribution soit pérennisée et puisse devenir systématique, et non plus ad hoc comme cela est souvent le cas aujourd'hui.

- **Le secteur académique.** La part prise par le secteur académique lors des étapes préliminaires qui ont conduit à l'incroyable phénomène qu'est la création de la société de l'information n'est plus à démontrer. D'abord aux Etats Unis, puis en Europe, c'est à travers les réseaux de recherche et l'utilisation par les universitaires du courrier électronique que l'Internet s'est diffusé et a atteint le "grand public". L'explosion s'est par la suite produite avec les services apparemment illimités offerts par le world wide web et le multimédia et

leur apport aux activités économiques et ludiques. L'Afrique n'a pas échappé à cette logique, puisque là encore l'intérêt pour les technologies de l'information et des communications a vu le jour dans le monde universitaire, les centres de documentation et de recherche qui ont joué un rôle précurseur et qui ont défriché le terrain pour le reste des utilisateurs. Les membres du réseau mis en place par le projet PADIS de la CEA en sont une excellente illustration. Toutefois, les années passant, et vu la faiblesse des moyens à la disposition des institutions académiques, bien que la sensibilisation et l'intérêt pour les technologies de l'information et des communications n'aient pas décliné, les réalisations et les progrès enregistrés sont restés anecdotiques.

Il est primordial que désormais le secteur académique puisse retrouver un rôle de premier plan et soit associé de plus près à l'élaboration des stratégies nationales. De ce point de vue il est essentiel de tirer profit d'un atout majeur, qui est l'enthousiasme de la jeunesse d'un continent où plus de 50% de la population a moins de 20 ans*, qui peut constituer une force motrice inestimable, capable d'insuffler un élan nouveau. Le secteur des technologies de l'information et des communications, dans beaucoup de ses dimensions, doit pour être correctement développé, puiser sa force dans des programmes de formation adaptés qui ne requièrent pas forcément des investissements très lourds.

Le rôle du secteur académique peut prendre plusieurs formes :

- Le renforcement de la formation - rôle traditionnel - destinée aux décideurs, aux cadres et techniciens qui seront impliqués dans la conception et la mise en place de la société de l'information au niveau national, du fait de l'augmentation considérable des besoins qui accompagnera l'élaboration des stratégies nationales. Il est toutefois à signaler que la formation pour et par les technologies de l'information et des communications ne doit pas se limiter à l'enseignement universitaire, mais doit, a terme, se généraliser à l'enseignement secondaire et primaire, avec programmes adaptés à chaque tranche d'âge.
 - la veille technologique qui permet de rester à l'écoute des évolutions du domaine, pour une meilleure anticipation des besoins, le réajustement des programmes de formation et la réorientation des programmes de recherche
 - la contribution à la limitation du chômage et de la fuite des cerveaux en optimisant l'adéquation entre les programmes de formation et les besoins du marché de l'emploi local, afin que les jeunes diplômés puissent rapidement trouver un travail en relation avec les compétences acquises
- La diaspora africaine. L'Afrique a beaucoup souffert depuis pressés d'un demi-siècle, du problème de la fuite de ses cerveaux vers les pays développés. Il n'est pas dans l'intention de ce papier de traiter de ce sujet épineux, mais de proposer que l'énorme potentiel intellectuel formé par tous ces africains vivant et travaillant à l'étranger soit mis à contribution dans le cadre des activités liées à la création de la société de l'information. Et l'une des multiples façons de les impliquer est ... justement, de faire un usage judicieux des technologies de l'information et des communications qui permettent d'abolir les espaces géographiques et temporels.

* Six pays – Comores, la République Démocratique du Congo, le Kenya, le Niger, Sao Tome et Principe, l'Ouganda – ayant même des taux qui avoisinent 60%

4.3 Comment mesurer l'impact de AISI

L'un des points essentiels qu'il reste à couvrir et qui sera l'une des priorités dans les prochains mois, est la mise en place de stratégies et de mécanismes permettant de mesurer l'impact de l'AISI. Les trois premières années de la mise en œuvre de l'AISI se sont concentrées sur un objectif principal qui était de comprendre et d'assimiler le concept de Société de l'Information, sa portée et son impact au niveau des pays. Au cours de trois prochaines années cet objectif sera de projeter, au niveau de chaque pays, le schéma global présenté par AISI, pour passer d'une vision globale, à une programmation nationale et de définir les modalités correspondantes, y compris les moyens nécessaires à leur évaluation.

Comme on l'a déjà dit, les INIC sont vraiment au centre du processus de mise en œuvre de l'initiative. C'est le moyen le plus sûr, pour ne pas dire le seul, qui permettra de progresser de manière efficace et maîtrisable au niveau d'un pays. Trois années ne donnent pas suffisamment de recul pour permettre une évaluation objective et pertinente. Tout ce qu'il est possible de faire, à l'heure actuelle, est d'identifier les exemples de bonnes pratiques et de projets dont les résultats sont intéressants et de diffuser l'information les concernant afin de partager de telles expériences.

Toutefois, désormais il faudra disposer de mécanismes et d'indicateurs qui permettront d'aller au-delà du simple bilan et de proposer des moyens qui mesureront l'impact des projets réalisés. Nous sommes persuadés, dans ce contexte, que les indicateurs de base qui existent, bien qu'essentiels pour le processus, ne suffiront pas et que d'autres devront être définis. Cette activité fera partie des sujets à débattre lors du FDA 99, aussi bien au niveau des quatre sous-thèmes, que par les groupes d'intérêt particulier.

Conclusion

Beaucoup pourrait encore être dit sur la manière d'appréhender le vaste sujet qu'est «l'Afrique face aux défis de la mondialisation et de l'ère de l'information». L'objectif majeur de ce papier était de proposer un résumé succinct de la situation actuelle dans ce domaine, qui doit être considéré dans le cadre du Forum pour le Développement de l'Afrique et de l'ensemble de sa documentation*, qui doit servir de point départ aux différents débats et de base à la proposition de programmes de suivi.

Par cet exercice, nous souhaitons susciter des commentaires et des réactions et non pas proposer une description exhaustive des réalisations enregistrées à ce jour. En effet, la dynamique du secteur des technologies de l'information et des communications se prête difficilement à la production d'images figées ; elle est davantage compatible, de notre point de vue, avec des bilans périodiques qui doivent être suffisamment souples, dans leur conception, pour en accommoder les évolutions rapides.

Comme il a été vu, plusieurs grands axes devraient régir les activités futures : un développement idoine des stratégies nationales, à travers la mise en place de plans INIC, l'identification des applications sectorielles qui porteront les projets qui devront se concrétiser à court et moyen termes et la mise en place de schémas de partenariat appropriés, intégrateurs, pro-actifs et

* Certains des documents donnés en référence détaillent des aspects qui ont été rapidement abordés dans ce document.

innovants, qui contribueront à accélérer la réalisation des plans d'actions nationaux, sous-régionaux et régionaux. Tout ce processus, pour être réellement efficace, doit s'accompagner de programmes qui permettront d'en mesurer l'impact au fur et à mesure de sa mise en œuvre. C'est la raison pour laquelle nous attendons beaucoup du FAD'99 en matière d'identification et de définition des indicateurs correspondants.

En résumé, la conjugaison d'une vision globale, tout à la fois ambitieuse et réaliste, d'une concertation avec le maximum d'acteurs potentiels au niveau national, régional et international ainsi que d'un ensemble de plans d'actions définis en détail permettra de respecter les priorités et impératifs du développement économique et social de chaque pays et de mettre les technologies de l'information et des communications à leur service.

Grâce à une préparation adéquate l'Afrique pourra réussir son entrée dans la société de l'information et appréhender le siècle à venir avec davantage d'optimisme.

Références

- ❑ Initiative «Société de l'Information en Afrique» (AISI) – Cadre d'action pour l'édification d'une infrastructure de l'information et de la communication – Publication de la CEA, 1996
- ❑ La CEA et l'Afrique, Accélérer le développement d'un continent – Publication de la CEA, juin 1999
- ❑ Profils des pays africains : infrastructure nationale de l'information et de la communication - Publication de la CEA présentée au Forum pour le Développement de l'Afrique – Doc. E/ECA/ADF99/1
- ❑ L'Afrique sur Internet : un guide annoté des sites web africains - Publication de la CEA présentée au Forum pour le Développement de l'Afrique – Doc. E/ECA/ADF99/2
- ❑ A place for Africa in the Information Society? : major issues in the promotion of information and communication technologies for Africa. Karima Bounemra Ben Soltane and Nancy J. Hafkin
- ❑ Démocratiser l'accès à la société de l'information - Doc. E/ECA/ADF99/4
- ❑ Politiques et stratégies pour accélérer le développement de l'infrastructure de l'information en Afrique - Doc. E/ECA/ADF99/5
- ❑ Les technologies de l'information et de la communication à l'appui de la bonne gouvernance - Doc. E/ECA/ADF99/6
- ❑ La mondialisation et l'économie de l'information: Enjeux et perspectives pour l'Afrique - Doc. E/ECA/ADF99/7

Genèse de l'AISI

L'Initiative Société africaine à l'ère de l'information (AISI) est un cadre d'action conçu pour catapulte l'Afrique à l'ère de l'information. Elle a été élaborée en 1996 par un groupe de travail de haut niveau composé d'experts africains qui a été formé par la Commission, et approuvé par la Conférence des ministres de la CEA, les ministres africains des Communications, l'Organisation de l'Unité africaine et le Sommet des Huit de Denver en 1997. La Division de l'information pour le développement (DISD) de la CEA est responsable de la coordination et de la mise en œuvre de l'AISI, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes et institutions partenaires. Divers organes politiques africains ont donné leur aval à l'AISI.

De ce fait, l'AISI est le précurseur de l'ensemble des actions prioritaires visant à «Exploiter la technologie de l'information au service du développement» de l'Initiative spéciale pour l'Afrique poursuivie par toutes les institutions du système des Nations Unies, en vue d'aider la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'ère de l'information. Elle sert aussi les objectifs de l'intégration régionale du Traité portant création de la Communauté économique africaine, qui faisait déjà état de la nécessité de constituer des réseaux d'information et des bases de données régionales, des sources d'information et des compétences en ce domaine. En tant qu'organe de coordination de l'AISI, la CEA appuie les activités relatives aux technologies de l'information et des communications conçues pour accélérer le développement socio-économique dans l'ensemble de l'Afrique.

En 1997, la CEA a établi l'Africa Technical Advisory Committee (ATAC) dans le cadre de l'AISI, qui fournit aux programmes d'information et de communication de la CEA des directives éclairées pour l'ensemble de l'Afrique. L'ATAC se compose de six experts représentant le secteur public, le secteur privé, les universités, les centres de recherche et les ONG, ainsi qu'un conseiller pour le contenu informationnel. La Commission a également constitué un groupe informel de partenaires du développement.

Annexe 2

PICTA, les partenaires pour les technologies de l'information en Afrique

Fonctionnement de PICTA

La première réunion de PICTA, au cours de laquelle le mandat du Partenariat a été défini, a eu lieu à Rabat (Maroc) en avril 1997. La deuxième, qui s'est tenue en octobre 1997 à Addis-Abeba (Ethiopie) a donné lieu à l'adoption d'un programme de travail pour 1998 et 1999, et à un accord de coopération portant sur les grandes lignes d'action, la formation et le renforcement des capacités, les télécentres, le développement des ressources en information et le savoir autochtone. La troisième, organisée à Tunis en octobre 1998, a mis l'accent sur les nombreux succès remportés jusque-là par le PICTA, et notamment l'intérêt manifeste suscité par la mise en place de télécentres en Afrique et les capitaux générés en vue de leur financement. La Conférence consacrée à Addis-Abeba en juin 1998 à la connectivité globale pour l'Afrique est également à mentionner au titre des efforts poursuivis par un groupe de travail du PICTA.

Membres de PICTA

Le nombre des partenaires qui contribuent (ou qui ont contribué) à l'effort de mise en œuvre de l'AISI et qui travaillent dans le cadre de PICTA ne cesse de croître. Ces partenaires sont, à l'heure actuelle :

- ACCT
- ACDI, Canada
- Banque Mondiale
- BAD
- Bellanet
- British Council
- Carnegie Corporation of New York
- Centre for Information Society Development in Africa
- CNUCED
- Comnet-IT
- Consortium of African Schools of Information Science
- CRDI
- Ethiopian Science and Technology Commission
- FAO
- Global Information Infrastructure Commission
- OMC
- OMS
- OUA
- PACT
- PNUD
- Rockefeller Foundation
- Sangonet
- TFA
- Sida, Sweden
- UIT
- UNESCO
- UNHCR
- UNIDO
- UNITAR
- Universités : Ethiopie, Mozambique
- Université du Maryland, Centre pour le développement international et la gestion des conflits
- US Department of State
- USAID
- WK Kellogg Foundation
- World Space